

EMPLOI, SALAIRES, DROITS SOCIAUX LE 5 OCTOBRE, TOU-TE-S EN GRÈVE ET DANS LA RUE !

Depuis 18 mois, le gouvernement et le patronat ont pris prétexte de la crise sanitaire pour détruire encore un peu plus les droits sociaux des travailleurEs et leurs conditions de travail. Non contents de leur gestion dramatique, autoritaire et mensongère de l'épidémie de Covid-19, ils en ont profité pour accélérer leurs attaques, à l'image de la contre-réforme de l'assurance chômage qu'ils entendent appliquer à partir du 1er octobre. Et nous n'oublions évidemment pas la réforme des retraites que le gouvernement attend de pouvoir remettre sur la table à tout moment... Celle-là même contre laquelle nous nous sommes mobilisés avec force juste avant le début de la crise sanitaire !

AUGMENTEZ NOS SALAIRES !

Leur politique est claire : d'un côté taper sur les chômeurEs, en réduisant drastiquement leurs droits au chômage et en baissant leurs allocations, de l'autre précariser et faciliter les licenciements dans le privé comme dans le public. Et pour touTEs les autres, à qui l'on veut faire croire qu'ils et elles ont bien de la chance de garder un emploi, il faudrait se satisfaire de conditions de travail toujours dégradées, d'horaires infernaux et d'un salaire de misère... Question salaires d'ailleurs, c'est le gel du point d'indice pour les travailleurs et travailleuses du public, et un SMIC à 1250 euros nets à temps plein pour le privé...

Et tandis que les salaires baissent ou stagnent, les dépenses, elles, ne cessent d'augmenter, à l'image de l'augmentation de plus de 12 % du prix du gaz avant le début de l'hiver. C'est bien pour cela qu'une augmentation des salaires et leur prise en compte dans le calcul de nos retraites n'aurait de sens pour notre classe sociale que si elle est indexée sur le coût de la vie (le coût du logement, des biens de première nécessité, de l'énergie...).

IL EST POSSIBLE DE SE BATTRE... ET DE GAGNER !

Le NPA revendique une augmentation générale des salaires de 300 euros nets pour toutes et tous, et pas un salaire en dessous de 1800 euros

nets. Pour que nous puissions toutes et tous travailler, il est nécessaire de répartir le travail entre tous. C'est pour cela que nous exigeons également l'interdiction des licenciements et la baisse générale du temps de travail.

Pour financer tout cela, de l'argent il en y a ! Au 1er juin 2021, les seuls milliardaires français totalisaient 492 milliards d'euros de patrimoine, soit près d'un cinquième du produit intérieur brut français... Indécent !

Malgré la situation difficile que nous connaissons, le monde du travail ne se laisse pourtant pas faire ! Dans plusieurs entreprises, dans différents secteurs professionnels, elles et ils s'organisent pour résister aux attaques. Certaines sortent même victorieuses de leurs luttes, comme les femmes de ménage de l'entreprise sous-traitante Arc-en-ciel qui travaille sur l'université de Jussieu.

À TRANSDEV ET AILLEURS, MOBILISATION GÉNÉRALE !

Dégradation des conditions de travail, extension sans fin des horaires, réductions d'effectif et salaires de misère... C'est notamment contre tout cela que se mobilisent en ce moment les conducteurEs de Transdev depuis plusieurs semaines, car c'est tout ce que vont leur apporter l'ouverture à la concurrence et la privatisation des services de transport. Une lutte partie de Seine-et-Marne, qui continue de s'étendre à d'autres départements et qui, on l'espère, pourrait bien s'étendre à l'ensemble du secteur du transport !

Ce mardi 5 octobre, journée de grève et de manifestation interprofessionnelle, doit être le moment où toutes ces luttes, toutes ces revendications, se retrouvent dans la rue pour construire le « touTEs ensemble » nécessaire contre ce gouvernement au service des riches et du patronat. Aux côtés des chômeuses et des chômeurs durement attaqués, pour défendre l'ensemble de nos droits sociaux, ce mardi 5 octobre ne doit être qu'un début !

Mardi 28 septembre 2021

l'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org hebdo mensuel émission

